



# Le massacre du 20 août 1955: Récit historique, bilan historiographique

Benjamin Stora

.....

*Professeur d'Histoire du Maghreb contemporain à l'INALCO (langues orientales, Paris).*

**Abstract** • Cette communication traite des aspects historiques du soulèvement opéré par l'ALN / FLN, l'organisation indépendantiste algérienne, dans le nord constantinois, le 20 août 1955. Par son caractère massif et organisé, ce soulèvement peut être considéré comme le véritable coup d'envoi de la guerre d'Algérie, avec notamment "l'entrée en scène des masses paysannes et l'envoi du contingent (soldats français) en Algérie." Ce soulèvement a été l'occasion de grands massacres, 171 Européens civils ont été tués, et près de 10 000 musulmans.

**Keywords** • Algérie, guerre d'indépendance algérienne, massacre

.....

Partis des campagnes environnantes, des paysans arrivent en masse le 20 août 1955 en plein milieu de la journée dans les grandes villes du Nord-Constantinois. Une insurrection de grande ampleur, qui voit se multiplier les combats mais aussi les massacres et les atrocités et qui, à bien des égards, marque, moins de dix mois après le 1<sup>er</sup> novembre, le premier grand tournant—beaucoup diront même le véritable début—de la guerre d'indépendance algérienne. En ce milieu de l'été 1955, à l'initiative du nouveau chef de la zone 2, Youssef Zighout, qui a remplacé Didouche Mourad, la première grande offensive de cette nouvelle organisation qu'est le FLN se déroule. Parler de grande offensive n'est pas exagéré. L'heure H, qui sera anticipée de quinze à trente minutes dans bien des endroits, a été fixée à 12 h le 20 août, jour anniversaire de la déposition du sultan du Maroc en 1953, pour une opération qui doit embraser toute la région, à commencer par les villes, pendant trois jours. La cible numéro un, c'est Philippeville, l'actuelle Skikda, alors la capitale du Nord-Constantinois avec 70,000 habitants dont près de 30,000 Européens. Vers 11 heures du matin, des milliers d'Algériens—le maire européen de la ville parlera en exagérant certainement beaucoup de 20,000 assaillants—se sont rassemblés aux alentours de la cité. Ce sont pour l'essentiel des fellahs. La nombreuse troupe, se déplaçant rapidement, chante des hymnes patriotiques. Les combattants de l'ALN qui les encadrent les dirigent vers tel ou tel endroit pour faire une démonstration de force,



effrayer les Européens comme les musulmans qui n'ont pas encore choisi leur camp, mais aussi pour donner l'assaut à divers objectifs, en fait à tout ce qui représente le colonialisme. La riposte, à Philippeville, sera-t-elle relativement rapide. La police et l'armée utilisent leurs armes pour faire refluer la foule, qui se dispersera assez rapidement malgré une farouche résistance, parois jusqu'au corps à corps. Mais des groupes de combattants vont continuer à résister une bonne partie de l'après-midi dans divers lieux où ils se sont retranchés. Dans la rue de Paris, ainsi, il faudra cinq heures aux parachutistes de l'armée française pour anéantir un commando d'une quinzaine d'hommes qui, réfugiés dans une maison, tirent sur tout ce qui bouge et refusent de se rendre. Le lendemain, démontrant qu'ils n'ont pas totalement décrochés, des insurgés déposeront encore des bombes, qui seront pour la plupart désamorçées avant d'exploser.

Seront touchés, d'une façon ou d'une autre, une trentaine de villes, de villages et de centres économiques d'une bonne partie du Nord-Constantinois, y compris Constantine même. A El-Kroub, c'est à midi pile que des centaines d'hommes, mêlés à des femmes et des enfants, attaquent avec de vieux fusils et des armes blanches. Refoulés une première fois par les gendarmes et l'armée—il y a 150 militaires français sur place—équipée de deux automitrailleuses, ils reviennent à l'assaut un peu plus tard, tuant des Européens, avant d'être définitivement repoussés, laissant une cinquantaine de morts sur le terrain, dont trente femmes et enfants. A Collo, les insurgés, surgissant des collines boisées qui entourent la localité, provoquent des troubles dans toute la ville mais ils doivent faire face rapidement aux forces françaises qui entendent protéger le quartier européen. Les combats de rue dureront cependant plusieurs heures, jusqu'à ce que des renforts de l'armée—une compagnie—et des gendarmes mobiles arrivant par la route de Talamous obligent les assaillants à se replier. A Aïn Abid, plusieurs centaines d'Algériens "accompagnent" les moujahidines de l'ALN qui entendent attaquer aussi bien la gendarmerie que la poste. Dans les rues, leur irruption provoque la panique, d'autant que tous les Européens rencontrés deviennent des cibles. Il y aura des blessés mais aussi huit morts chez les civils—l'horrible assassinat d'une petite fille de quatre jours ainsi que des trois membres d'une même famille française par les émeutiers frappera particulièrement l'opinion européenne—jusqu'à ce que l'intervention d'un escadron envoyé d'El Khroub n'oblige les insurgés, qui ont installé leur PC dans la grande mosquée, à quitter les lieux vers 16 heures après avoir tenté en vain de résister.

A Guelma, l'assaut contre la ville ne pourra durer bien longtemps devant la puissance de feu des Européens, et les Algériens perdront une centaine des leurs avant de devoir renoncer à occuper la sous-préfecture. Ils tenteront à nouveau d'intervenir le lendemain. A El-Arrouch, ce sont de véritables colonnes d'Algériens qui arrivent à midi de trois directions sur la petite ville de 3300 habitants. Les seuls convenablement armés, les djounoud de l'ALN, se retrancheront dans des maisons après s'être attaqué à la mairie et les

derniers à tirer tiendront jusqu'à 18h30. A Saint-Charles (actuelle Ramdane Djamal), Robertville (Em Jez Ed Chich), Oued-Zenati Condé-Smendou (Zighout Youssef) et dans une dizaine d'autres localités, les mêmes scènes se produisent.

Deux des actions menées ce jour-là auront un retentissement tout particulier. D'abord, à El-Halia, site minier près de Philippeville où l'on extrait de la pyrite, moins de 150 Européens, des ingénieurs aussi bien que des ouvriers et leurs familles, vivent sans protection particulière dans un lieu isolé. Ils vont subir un assaut d'une particulière violence. Entre vingt et trente civils européens, dont une moitié sans doute étaient des femmes et des enfants ou des adolescents, seront tués, beaucoup dans des conditions atroce.<sup>1</sup> Ensuite, à Constantine, où l'on enregistre toute une série d'attentats spectaculaires—des bombes ou des grenades explosent au commissariat du 2<sup>ème</sup> arrondissement, au cinéma ABC, au restaurant Gambrinus dans la très commerçante rue Camaran, etc—, on retiendra surtout que l'un des groupes de combattants, certainement sur ordre de Zighout, a tiré, pour les tuer, sur deux personnalités politiques musulmanes. Celles-ci étaient accusées, d'après un texte de l'ALN explicitant leur "condamnation," d'avoir "pris position contre la révolution" et donc de "collaboration avec l'ennemi." C'est ainsi que le propre neveu de Ferhat Abbas, le conseiller municipal UDMA Allaoua Abbas, qui avait placé peu avant dans un tract sur le même plan les indépendantistes et les "occupants" en se prononçant contre la violence "des deux côtés," sera abattu dans sa pharmacie cependant que l'ex-député Belhadj Saïd, du même parti, sera sérieusement blessé.<sup>2</sup>

## Bilan d'une répression

L'insurrection dans le Nord-Constantinois a été massive, violente, parfois cruelle, et toujours spectaculaire. La répression organisée par l'administration coloniale, avec la police et surtout les militaires mais aussi le concours "spontané" de milices civiles, sera à la fois impitoyable et totalement disproportionnée. Ali Kafi, alors l'un des adjoints directs sur le terrain de Youssef Zighout, parle dans ses *Mémoires*, d'un "massacre sans exemple dans sa sauvagerie sinon celui du 8 mai 1945." Sa référence aux événements de Sétif dix ans auparavant dans la même région est loin d'être sans motifs. "On tuait 'l'arabe' partout où il se trouvait, précise-t-il, on brûlait [et] on détruisait des villages entiers." Il n'est pas démenti par les autres acteurs, témoins ou commentateurs des événements, qu'ils soient d'ailleurs d'un bord ou de l'autre.

Pour simplement imaginer l'ampleur et la dureté de cette répression, il suffit de savoir que pendant plusieurs jours après les offensives, la terreur qui règnera dans la région du fait des représailles sera telle que la population abandonnera un peu partout ses lieux d'habitation pour tenter d'y échapper. Non seulement de nombreux villages mais même de véritables petites villes comme Oued Zenati ou El Arrouch seront abandonnés par tous leurs habi-

tants mâles. On peut les comprendre: un rapport militaire mentionne, pour les journées du 20 et du 21 août et pour le seul secteur d'El Arrouch, "750 hors-la-loi tués et 500 suspects en cours de triage." Et ce qu'il faut comprendre quand on parle de "suspects" nous est expliqué par d'autres rapports de même origine comme celui qui signale qu'à El-Khroub, on a arrêté, dans la nuit du 20 au 21, "une soixantaine de suspects" qui "furent exécutés au matin entre 6h30 et 9h30." L'endroit où les cadavres de ces civils exécutés sommairement ont été rassemblés a été nivelé ensuite au bulldozer, apprendra-t-on, avant d'être remblayé en 1958, les corps "reposant désormais à 2.50 ou 3 mètres de profondeur." Dès le 22 août, le gouverneur général Soustelle fera savoir avec satisfaction que l'armée a "totalement détruit" 10 mechtas, autrement dit a rasé, en général par des tirs de mortier, dix petits villages suspectés d'avoir répondu à l'appel de l'ALN et fourni des hommes pour attaquer les villes environnantes puis servi de refuge aux "hors-la-loi." On croira utile de préciser, comme si cela n'allait pas de soi, qu'on avait fait évacuer les femmes et les enfants auparavant. Ce n'est donc que par zèle superflu qu'un "télégramme" du 26 août rédigé par la hiérarchie précisera aux militaires sur le terrain qu'ils doivent mener leurs opérations "avec rigueur et même brutalité." Ils ne sont pourtant pas les seuls auteurs de massacres. Ni même souvent les principaux.

Il n'est pas besoin d'avoir vu des militaires en action pour comprendre ce qu'une instruction leur demandant d'être "brutal" peut provoquer comme excès. Mais, dans une telle ambiance, les civils armés, avides de vengeance, font évidemment encore moins preuve de retenue. Les scènes de "chasse à l'arabe"—le terme "ratonnades" n'est pas encore en usage—se sont donc multipliées dans toute la région dès le premier soir de l'insurrection et pendant plusieurs jours. Des Français influents donnent l'"exemple," comme le propre maire de Philippeville, M. Benquet-Crevaux, qui se vantera d'avoir mitraillé de son balcon tous les passants arabes. Des milices d'Européens existent déjà, d'autres, regroupant bien sûr les hommes les plus excités, se sont alors constituées, comme à Guelma en 1945. Elles s'illustreront un peu partout dans le Nord-Constantinois, mais particulièrement dans la capitale de la région. Dans le stade municipal, ainsi, elles exécuteront—comme "à l'abattoir" dira plus tard un tract du FLN—une bonne partie des centaines et des centaines d'Algériens "suspects" raflés dans la cité et ses environs juste après les événements. Certains, des Algériens mais aussi un journaliste du *Monde*, parleront même, de milliers de civils froidement abattus dans l'enceinte sportive. Peu après, au sortir des obsèques des victimes européennes à Philippeville le 22 août, où l'on a piétiné la gerbe déposée par le Gouverneur général Soustelle jugé trop "mou," tous les musulmans qui auront le malheur de croiser le chemin des justiciers autoproclamés seront maltraités et le plus souvent assassinés. De véritables scènes de lynchage.

La violence qui déferle après l'assassinat coordonné d'Européens entre Collo et Philippeville, est sans aucune limite. Max Lejeune, devenu secrétaire d'Etat aux forces armées/terre, admet quelques mois plus tard qu'il n'est pas

faux de parler de “répression aveugle.” Dans un premier temps, le général Lavaud, commandant la division de Constantine, a indiqué à ses subordonnés que “les opérations militaires consécutives à action rebelle devaient être menées avec rigueur et même brutalité” mais au bout d’une semaine d’extrêmes violences, le gouverneur général est intervenu pour limiter l’autonomie de ces responsables en les obligeant à consulter le général Lavaud pour “toute action de représailles y compris aérienne risquant mettre en cause vie femmes et enfants,” comme le stipule le télégramme que le commandant adresse alors aux zones et subdivisions du Constantinois.

Comme d’habitude le bilan, du côté des Européens et des “forces de l’ordre,” a été donné à l’unité près et recoupe sans doute bien la réalité: les attaques du 20 août, d’après les chiffres définitifs fournis par les services du gouvernement général, auront fait 123 morts—soit 71 civils européens, 21 civils “Français musulmans,” et 31 membres de la police et de l’armée—et 223 blessés. Du côté des assaillants et de ceux qui les ont ouvertement soutenus ou qui sont suspectés de les avoir aidés d’une façon ou d’une autre, les “pertes” ont atteint un tout autre niveau. Les attaques, à en croire plusieurs sources, auraient déjà directement provoqué plus de 1000 morts avant même que les représailles ne prennent de l’ampleur, soit dix fois plus que chez les Européens. Un ordre de grandeur tout à fait crédible si l’on songe que des journaux, comme la *Dépêche quotidienne d’Algérie*, annoncent dès leur édition du 21 août, alors que le décompte est encore forcément très provisoire, “500 rebelles tués, 70 blessés”—on remarquera déjà ici la disproportion, très parlante quant à la vigueur de la riposte des “forces de l’ordre,” entre les tués et les blessés.

Il est cependant très difficile de donner des chiffres précis de victimes algériennes pour l’ensemble des événements du 20 août, y compris la répression. Celle-ci s’est poursuivie pendant presque deux semaines, et en tout cas de façon débridée jusqu’à la veille du 29 août. C’est en effet à partir de ce jour que les autorités coloniales ont décidé de soumettre à autorisation du général commandant les troupes lesdites représailles quand elles pouvaient “mettre en cause la vie des femmes et des enfants”—façon, par conséquent, de dire, d’une part que jusque-là on ne s’était aucunement soucié de s’imposer une telle retenue, d’autre part qu’on va continuer un certain temps les opérations en cours. L’ALN, à chaud, parlera pour commencer de 10,000 morts. Puis, rapidement, on évoquera les “12,000 morts et disparus” du 20 août, dont la majorité étaient “des civils isolés, de Philippeville principalement.” Un chiffre, assurera Ali Kafi, déduit des “rapports émanant de toute la zone, douar par douar, village par village, ville par ville,” examinés par Zighout et ses adjoints lors d’une réunion d’évaluation des résultats de l’opération tenue à El Kerma, près de Condé-Smendou, peu après les offensives. Les messalistes, à la mi-septembre, sans doute pour ne pas paraître en retrait sur le FLN, dénonceront même, en renchérissant, “le colonialisme français [qui] dans un sursaut de barbarie et de bestialité a assassiné 15,000 Algériens et Algériennes, hommes, femmes, enfants et vieillards, laissant dans

le dénuement le plus complet toute une population (après la destruction systématique de dechras et de villages).”

De fait, aucun bilan à peu près incontestable n’a jamais pu être établi à ce jour des victimes algériennes. La vérité, comme toujours se situe quelque part, sans doute à peu près à mi-chemin, entre le chiffre officiel des autorités coloniales de 1273 morts—que personne, bientôt, n’estimera plus fiable, même parmi les militaires français—et celui, de 12,000 chahids—puisqu’on compte en “martyrs” du côté de l’ALN. De quinze fois plus à cent fois plus de victimes algériennes, quoi qu’il en soit, que de victimes européennes. Presque exactement comme à Sétif dix ans auparavant.

L’insurrection du 20 août sera surtout considérée par les combattants Algériens, non sans de bonnes raisons d’ailleurs, comme *une sorte de deuxième 1<sup>er</sup> novembre*, autrement dit de deuxième lancement de la guerre d’indépendance. Mais elle apparaît aussi, à bien des égards, comme très différente de l’offensive de la Toussaint. La population, en effet, a été associée directement aux actions de l’été 55 alors que, l’année précédente, on avait seulement assisté au “coup d’éclat” d’un groupe d’activistes réussissant à réaliser, avec plus ou moins de succès, quelques dizaines d’attentats à travers tout le territoire. Du côté, le soulèvement du 20 août est un véritable tournant. L’envoi de rappelés, l’extension de l’Etat d’urgence (limité à l’Aurès et à la Kabylie) à toute l’Algérie et la montée en puissance des militaires dans la prise de décision politique sont les signes annonciateurs d’une nouvelle période qui s’ouvre.

### **L’historiographie du 20 août 1955.**

Le 20 août 1955 est une date essentielle, considérée par certains historiens comme le véritable démarrage de la guerre d’Algérie. Pourtant, en France, seul Charles Robert Ageron lui a consacré un article spécifique.<sup>3</sup> Le texte le plus important, et le plus récent, sur cette période tragique est la contribution de Claire Mauss-Copeaux, “Les massacres du 20 août dans le Constantinois.”<sup>4</sup> L’historienne s’est appuyée à la fois sur des documents écrits (archives, presse, publications) et sur des entretiens réalisés avec des militaires et des pieds-noirs qui ont été mêlés directement à ces événements. Claire Mauss-Copeaux traite des représentations françaises de l’insurrection du 20 août 1955.<sup>5</sup> Elle évalue également les apports et les silences des archives et des témoignages, et elle donne un bilan provisoire des opérations qui ont suivi et note que les archives du Service historique de l’Armée de terre (SHAT) (dont la publication entreprise sous la direction de Jean Charles Jauffret s’interrompt à la date de décembre 1954<sup>6</sup>), n’apportent que des informations incomplètes pour la période qui précède le 20 août dans le Nord-Constantinois.

Il faut signaler que pendant la guerre d’Algérie, des informations sur le 20 août 1955 ont circulé comme le rapport officiel de Jean Mairey pré-

senté par Pierre Vidal-Naquet ou les documents réunis par Denise et Robert Barrat.<sup>7</sup> Les récits d'appelés permettent aussi de combler des lacunes sur la connaissance de cette période. J'ai ainsi pu enregistrer des témoignages d'appelés pour mon documentaire *Les années algériennes*, diffusé en septembre 1991 sur Antenne 2,<sup>8</sup> et repris dans mon ouvrage publié en 1997, *Appelés en guerre d'Algérie*.<sup>9</sup> Dans un autre documentaire, *L'ennemi intime*, le documentaire réalisé en 2003 par Patrick Rotman, le général Faivre s'attribue le statut de témoin de l'événement d'El Halia sans préciser où il était le jour du massacre, ni à quel moment et dans quelles circonstances les informations lui ont été fournies. Pour Claire Mauss-Copeaux,

[L]e récit du général Faivre qui aime se poser en historien, bascule au-delà des faits, au-delà du cauchemar. L'accumulation des violences imaginées dépasse de loin la réalité déjà insoutenable. Elle s'appuie sur des fantasmes sexuels, comme c'est le cas aussi dans de nombreuses publications pied-noir. (...) Quarante ans après la guerre, la mémoire s'affole, verse dans le délire. Le général Faivre a cependant l'honnêteté de préciser un des buts recherché par ceux qui, comme lui, propagent ces stéréotypes mensongers: "comprendre" les massacres qui ont suivi. Mais quand il les attribue aux seuls "[civils] européens survivants," il "oublie" la répression terrible menée à grande échelle et durant plusieurs semaines par les militaires.

Des écrits, romans, ou mémoires de témoins ou d'acteurs sont relativement rares sur cet épisode pourtant décisif de la guerre d'Algérie.<sup>10</sup> Il est possible de trouver des éléments de faits dans la presse de l'époque. Georges Penchenier, correspondant du quotidien *Le Monde* décrit ainsi comment "à la mechta des Carrières Romaines, située à cinq kilomètres de Philippeville," il a été le témoin direct d'un véritable "massacre" perpétré par des hommes de milices avec l'aval de l'armée.

Une cinquantaine de vieillards, de femmes et d'enfants ont été tués, à défaut des mâles qui s'étaient enfuis la nuit précédente. Et je ne connais pas de spectacle plus tragique que celui que j'ai vécu après le départ des commandos en circulant entre les murs calcinés, salué par les hurlements plaintifs des chiens enchaînés, seuls survivants du massacre.<sup>11</sup>

L'envoyé spécial de *l'Humanité*, Robert Lambotte, rapporte des faits tout aussi terribles dans une série d'articles. Il sera expulsé d'Algérie.<sup>12</sup> Les "troubles du Constantinois" sont traités dans *Paris Match* par un reportage de quatorze pages le 3 septembre 1955. Quatre envoyés spéciaux sont dépêchés sur le terrain et les photographies des affrontements dans les rues de Philippeville le 20 août, auxquels aucun reporter n'a assisté, ont été achetées à un "correspondant."<sup>13</sup> Un grand nombre de sujets de *Paris Match* seront consacrés aux Européens d'Algérie, présentés comme les principales victimes de cette guerre.<sup>14</sup> Ces reportages disent l'empathie des reporters pour ces hommes et ces femmes, désespérés, qui subissent quotidiennement "l'insécurité."<sup>15</sup> On les voit enterrer leurs morts, fortifier maisons et bâtiments civils, défendre

leurs terres les armes à la main<sup>16</sup> ou constituer des milices civiles,<sup>17</sup> qui font écho à celles de mai 1945 dans la région de Sétif et de Guelma. Pourtant après 1962, le monde associatif des Européens d'Algérie aura toujours l'impression d'avoir été délaissé, abandonné par la presse de la métropole. Pour les pieds-noirs, la mémoire des crimes d'El Halia sera toujours survalorisé dans la mémoire collective au détriment des exactions commises ensuite par l'armée française. L'historienne Claire Mauss-Copeaux note encore:

Les sites pied-noir qui utilisent Internet pour imposer leurs représentations sont nombreux mais les oublis, les exagérations, les mensonges et les fantasmes polluent le plus souvent les quelques précisions qu'ils apportent. Ils sont surtout intéressants pour analyser les discours des nostalgiques de l'Algérie française et le cheminement des stéréotypes qu'ils développent.

L'historien Daniel Lefeuvre, de son côté, relève que,

[A]u fond, le sentiment de communauté se nourrit principalement de l'opposition aux "Arabes" et de l'adversité du destin: rien d'étonnant à ce qu'il se renforce pendant la guerre d'Algérie et dans les premières années qui suivent l'installation en France, au point de faire oublier les clivages sociaux qui pourtant traversent la société coloniale.<sup>18</sup>

Yves Courrière dans son livre pionnier sur la guerre d'Algérie (qui raconte avec une grande précision ces "événements" du 20 août 1955) dit que certains pieds-noirs ne se laissèrent pas aveugler, en dénonçant la violence coloniale que subissait une grande partie de la société musulmane algérienne. Ils ont maintenu que l'explosion de haine n'était que "le choc en retour des exactions commises et des humiliations subies."<sup>19</sup>

Du côté algérien, un demi siècle après cet événement, on ne dispose pas encore d'écrits (livres, colloques, analyses d'ensemble) de nature à consacrer l'importance de ce premier tournant de la guerre d'indépendance algérienne. "Il n'existe pas non plus d'œuvre cinématographique susceptible d'offrir à cet événement un prolongement dans la culture et l'imaginaire de la société," note le sociologue et historien algérien Abdelmadjid Merdaci.<sup>20</sup> L'une des rares références écrites se trouve dans le rapport de la wilaya 2, présenté lors du deuxième "Séminaire national d'écriture de l'histoire," tenu sous les auspices des autorités algériennes en 1984.<sup>21</sup> Les rares témoignages d'acteurs, quand ils existent, demeurent disséminés dans les collections de journaux et de revues. Il existe une seule biographie de Zighoud Youssef, l'homme qui a voulu organiser cet événement.<sup>22</sup> Dans le rapport présenté au deuxième "Séminaire d'écriture de l'histoire de la révolution," tenu à Alger en 1984, le représentant des wilayas de l'Est algérien souligne que "Zighoud Youcef pensait bien à l'avance qu'un jour viendrait où la charge du combat national reposerait sur ses épaules et qu'il serait appelé à en rallumer la flamme."

Dans le récit qu'ils donnent de "L'offensive du 20 Août 55,"<sup>23</sup> Moussa Touati et Rabah 'Aoud relèvent la gestion particulière de cet épisode de

la guerre par Zighoud. Ce dernier s'adressait à la fois au collectif de responsables réunis sous son autorité, et aux différents groupes échappant au contrôle de l'ALN. Ces mêmes auteurs rapportent, à ce propos, le témoignage de Lakhdar Bentobbal, adjoint direct de Zighoud, "Quand Zighoud a fait part aux participants de l'offensive, j'avoue avoir éprouvé un sentiment de peur mais ses arguments étaient sérieux et convaincants et puisque la révolution était confrontée au danger, il nous revenait de la protéger et de rompre l'encercllement qui lui était imposée."

Le 20 août 1955 reste donc un épisode essentiel, et mal connu en Algérie aujourd'hui. Cette occultation peut s'expliquer de différentes manières. En Algérie, la date du 20 août figure dans le dispositif commémoratif institutionnel comme "*Journée du moudjahid*." Or, il y a ... trois 20 août: l'offensive du Nord constantinois de 1955, le Congrès de la Soummam de 1956 qui est le premier congrès du FLN, et le congrès du Conseil National de la Révolution Algérienne (CNRA) tenu au Caire et précisément à cette même date en 1957. Les trois dates, non explicités, se confondent dans l'ordre des symboles.

Plus fondamentalement, la date du 20 août 1955 se trouve entre deux événements majeurs: les massacres de mai-juin 1945 dans la même région et qui annoncent la fin du statut quo colonial, et la date du 20 août 1956, le congrès qui marque la première structuration politique de FLN/ALN. Cette dernière date fait un retour remarquable dans la mémoire algérienne avec les discussions autour de la place du politique et du militaire, depuis la crise du système du parti unique et l'arrivée du fondamentalisme religieux dans les années 1990.

Mais le 20 août 1955 s'impose progressivement comme date rupture essentielle de la guerre d'indépendance algérienne (après le 20 août, la France envoie les rappelés en Algérie, et étend l'Etat d'urgence sur l'ensemble du territoire algérien). Mais le quotidien algérien *La Tribune*, du 20 août 2007 note:

Ce qui s'est passé à Aïn Abid, Skikda, Khroub fait se délier les langues mais faudrait-il encore qu'il y ait une véritable maturité politique pour que ces événements tragiques soient démythifiés et abordés dans leur stricte réalité par des intellectuels, des historiens et non plus par des témoignages interposés d'acteurs à l'authenticité douteuse parce que s'invitant dans le débat par procuration. Tout cela sans que soit occultée forcément, l'extermination de populations, elles, bien réelles et sans défense.<sup>24</sup>

## Notes

1. À El Halia, centre minier à l'est de Philippeville, les insurgés avaient coupé les lignes téléphoniques et investi les rues, les maisons, l'usine métallurgique. Un responsable a réussi à s'échapper. Mais quand les secours sont arrivés vers 15 heures, 36 personnes, des hommes, des femmes, des enfants avaient été tuées, souvent à l'arme blanche. Sur les 71 civils européens tués dans les aggloméra-

- tions ou sur les routes au cours d'embuscades, 51, soit plus de la moitié d'entre eux, vivaient dans les villages d'El Halia (36), d'Aïn Abid (7) et de Saint-Charles (9).
2. Sur cet épisode je renvoie à mon ouvrage *Ferhat Abbas, une utopie algérienne* (avec Zakia Daoud) (Paris, 1995).
  3. Dans Charles-Robert Ageron, ed., *La guerre d'Algérie et les Algériens: Actes de la table ronde organisée à Paris, 26–27 mars 1996* (Paris, 1997), 26–50.
  4. Claire Mauss-Copeaux, "Les massacres du 20 août dans le Constantinois," au colloque *Pour une histoire critique et citoyenne—Le cas de l'histoire franco-algérienne*, organisé par l'École normale supérieure Lettres et Sciences, à Lyon du 20 au 22 juin 2006.
  5. Claire Mauss-Copeaux avait déjà présenté des analyses de cette répression dans sa thèse soutenue en 1995, et dans son ouvrage *Appelés en Algérie, la parole confisquée*, (Paris, 1998).
  6. Jean Charles Jauffret, ed., *La guerre d'Algérie par les documents. Tome 2: Les portes de la guerre, 1946–1954* (Paris, 1998).
  7. Pierre Vidal Naquet, *Les crimes de l'armée française* (Paris, 1975); Denise et Robert Barrat, *Livre blanc de la répression* (Paris, 2001).
  8. En particulier, dans *Les années algériennes*, de Benjamin Stora, le premier épisode, "D'amour et de haine."
  9. Benjamin Stora, *Appelés en guerre d'Algérie* (Paris, 1997).
  10. Voir en particulier de Gisèle Halimi, *Le Lait de l'oranger* (Paris, 2001).
  11. Georges Penchenier, "Après les massacres du Constantinois, une guerre impitoyable de raser et de religion," *Le Monde*, 25 août 1955.
  12. De Robert Lambotte dans *L'Humanité*, voir les articles, des 23 et 24 août 1955. Les titres de ces papiers sont évocateurs: "Neuf villages rasés dans le Constantinois," "En Algérie, les hameaux bombardés étaient habités."
  13. "Les photos de l'émeute de Philippeville sont de notre correspondant J. Sabran," *Paris-Match*, septembre 1955.
  14. Voir l'article de Marie Chominot, "Le film de la guerre. Les débuts de la guerre d'Algérie dans l'hebdomadaire illustré *Paris Match* (novembre 1954–juillet 1956), in *La Guerre d'Algérie*, ed. Mohammed Harbi et Benjamin Stora (Paris, 2004).
  15. "Un reportage de Jean Mezerette et Daniel Camus vous met en face d'une réalité ignorée: la guerre en Kabylie et dans l'Aurès, l'insécurité partout pour 950,000 Français," *Paris-Match*, 14 janvier 1956.
  16. "La récolte qu'il faudra quitter s'annonçait belle," *Paris-Match*, 17 mars 1956.
  17. "La doctoresse Odette Jorel a rejoint les milices formées par les colons de Foum-Toub," *Coupés du monde, les Français de l'Aurès se sont mobilisés*, *Paris-Match*, 13–20 novembre 1954, 28.
  18. Daniel Lefeuvre, "Les pieds-noirs" in *La guerre d'Algérie, fin d'amnésie*, ed. Mohammed Harbi et de Benjamin Stora (Paris, 2004).
  19. Yves Courrière, *Les fils de la Toussaint*, (Paris, 1967), 190.
  20. Abdelamdjid Medaci, "Les enjeux stratégiques de l'offensive du 20 août 1955 dans le nord-constantinois."
  21. *Le Séminaire national d'écriture de l'histoire*, (Alger, 1984).
  22. Salah Djerab, "Le Héros martyr Zighoud Youssef: Valeurs et Positions," (en arabe), Edition à compte d'auteur.
  23. Moussa Touati et Rabah Aoud, "L'offensive du 20 août 1955," (en arabe), Edition à compte d'auteur (Constantine, 1992).

24. Dans d'autres quotidiens algériens, le même jour: *El Moustakbel*: Célébration du 20 août dans plusieurs wilayas: C'est l'occasion pour insister sur les excuses de la France. *El Massa*: Le 20 août de chaque année, l'Algérie rouvre les registres de son histoire pour évoquer la grandeur de son peuple qui s'est sacrifié pour son indépendance. *Sawt El Ahrar*: A cette occasion, le SG de la Coordination nationale des enfants des chouhada a appelé à l'installation du Conseil national de la mémoire de la nation. *L'Expression*: L'Association nationale de la libération des relations algéro-françaises de la pensée coloniale s'attache à ce que l'Etat français présente des excuses officielles aux Algériens sur les crimes commis pendant un siècle et 30 ans de colonisation.